L’ANARCHISME, LE TROSTKISME, LA REVOLUTION

Dans le numéro de Courant alternatif de février 2023, Duteuil écrit un article, à propos de la scission récente du NPA, avec pour titre : *La maladie infantile du trotskysme : l’Etat ouvrier dégénéré.*

Duteuil commence par expliquer que le héros des trotskystes, Trotski donc, n’a été un critique de la bureaucratie soviétique que très tardivement. «*Il faut attendre 1923 pour que Trotski, rejoignant l’opposition de gauche dénonce la mainmise de la bureaucratie sur le parti*». « *Jusqu’en 1933, Trotski considère que c’est de l’intérieur (du parti et de l’Etat soviétique) que l’on peut combattre la bureaucratie. Ce n’est qu’en 1938 que, constatant l’impossibilité de ses partisans restés en Union soviétique à échapper à la répression féroce menée par le Guépéou contre toutes les oppositions qu’il se résout à agir de l’extérieur en fondant la 4è Internationale. »*

*« Mais,* ajoute Duteuil*, toujours avec une stratégie de redressement des appareils bureaucratisés*». Selon lui, toute l’histoire du mouvement trotskyste aura été celle de la question de savoir s’il fallait ou pas utiliser les organisations ouvrières existantes, pour tenter, de l’intérieur, de les redresser dans un sens révolutionnaire. « *Y restait-il encore des traces de projet émancipateur, de communisme ? Y avait-il par conséquent matière à les remettre sur le droit chemin en s’appuyant sur les éléments sains qui le composaient ?* ». Telles étaient donc les questions, à toutes les époques.

Et la réponse, le plus souvent, a été Oui. Car, selon Duteuil, il y avait toujours en tête l’idée, « *le dogme de la nécessité d’un parti d’avant-garde s’emparant d’un Etat devenu magiquement prolétarien* ». Et selon les tactiques possibles, cela a donné naissance à diverses fractions et organisations trostskistes. Le passage du nom de la LCR à celui de NPA, passant à la trappe le mot Révolutionnaire, est ainsi une adaptation à une époque où l’on pense que la révolution n’est pas à l’ordre du jour, et que pour l’instant, il s’agit de favoriser la construction d’un nouveau front populaire.

Duteuil ne reproche pas aux trotskistes de se poser des questions ; par exemple, faut-il, dans la résistance, entrer dans les FTP ou constituer des groupes autonomes pour gagner des soldats allemands au nom de l’internationalisme prolétarien. Ces questions, explique-t-il, sont aussi légitimes chez les trotskistes que chez les libertaires. Mais c’est la vision qui se cache derrière qui est discutable. Pour les libertaires, il s’agit de travailler en vue de faire émerger un mouvement autonome venant d’en bas. Tandis que les trotskistes ont une vision élitiste, et visent à prendre la direction, car ils s’estiment être l’avant-garde éclairée.

\*\*\*

Nous sommes évidemment sensibles aux critiques faites aux trotskistes, dont nous sommes issus. Et nous avons déjà longuement abordé une partie de cette question. On peut pour cela se référer à deux textes où nous discutons longuement des limites, ou des erreurs – si l’on peut se permettre un tel terme alors que nous n’avons pas de bilan – commises par les bolcheviks et lors de la Révolution de 1917. Il s’agit d’une part de notre étude sur la démocratie : sur notre site louvrier.org : E42- La démocratie, les origines athéniennes, la crise bourgeoise, la démocratie ouvrière. Et d’autre part celle sur l’histoire de l’URSS : H12- L’URSS 3, De Staline à Gorbatchev 1924-1990.

Dans le premier de ces textes, nous écrivions : « Notre idée est que c’est très probablement l’exercice du pouvoir qui a ouvert ces voies d’eau, (qui ont lesté le parti, en faisant un objet lourd, prêt à couler). Le parti n’a jamais été conçu, construit, comme un parti destiné à exercer le pouvoir. L’exercice du pouvoir, c’est la classe ouvrière, la population, qui devait s’en charger. Nulle part dans les programmes, il n’est écrit autre chose. »

« Or, une fois engagé dans la guerre civile, dans la NEP, jamais le parti bolchevik ne pose la question des moyens à chercher pour retrouver cette multiplicité politique. Au contraire, entraîné plus ou moins malgré lui dans l’institution d’un système à parti unique, il ne réfléchit pas ou plus à ce problème, et se met à agir comme si cette situation allait de soi, et devait perdurer. On ne trouve pas non plus chez Trotski, qui aura l’avantage d’un certain recul (forcé) après son éviction en 1927, de réflexion critique sur ce point.

« Si l’on compare de ce point de vue les évènements de Russie avec ceux qui se produisent avec l’avènement de la Commune de Paris, la différence est frappante. (…) Dans la Commune de Paris, les partis ouvriers sont nombreux dont les membres font la révolution. Ce sont des Blanquistes, de Internationalistes, des Anarchistes, des républicains radicaux.

C’est le Comité Central de la Garde Nationale qui, de fait, prend le pouvoir, et fait office de gouvernement provisoire. « Indécis, légaliste, il est tout sauf malhonnête, tout sauf assoiffé de pouvoir. Ses membres sont élus et révocables par les bataillons. Ils refusent de s’allouer plus que les 30 sous qu’ils touchaient jusque-là. Ils déclarent à ce sujet : « Quand on est sans contrôle et sans frein, il est immoral de s’allouer un traitement quelconque. Nous avons vécu jusqu’ici avec nos 30 sous. Ils suffiront encore ».

Et le Comité Central de la garde Nationale va s’attacher à la mise en place d’élections, qui ont lieu le 26 mars 1871. « Avant de céder la place, il donne ces consignes de vote en rupture avec la logique bourgeoise, logique de l’Etat : « “Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous serviront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant de votre propre vie, souffrant des mêmes maux. Défiez-vous autant des ambitieux que des parvenus (…) Evitez ceux que la fortune a favorisés, car trop rarement celui qui possède la fortune est disposé à regarder le travailleur comme un frère”.

« Le 27 mars 1871, 200 000 Parisiens installent leurs élus à l’Hôtel de Ville (…) 19 sont élus par les quartiers riche (…). Ils vont démissionner rapidement. L’ensemble des autres élus (66) recueille les votes des quartiers populaires (…) Parmi eux, 25 ouvriers (…) 17 sont membres de l’Internationale. Il y a aussi des employés, des comptables, des enseignants, des médecins, quelques journalistes qui se mettent au service de la cause populaire.

« La composition politique de la Commune regroupe trois tendances : il y a des Blanquistes, partisans de la révolution sociale et d’une Commune comme celle de la Révolution Française (1792) dictatoriale et centralisatrice (…). Le deuxième groupe, ou minorité, est composé des principaux membres de L’Internationale et de la plupart des ouvriers comme Frankel, Malon, Varlin, etc. Ils sont encore attachés aux idées anarchistes de Proudhon et quelques-uns à celles de Bakounine. Ils refusent l’idée de dictature que devraient exercer les travailleurs (…) et sont aussi de façon épidermique contre l’idée de centralisation politique de la classe ouvrière. (…) Il y a enfin une troisième tendance que l’on qualifie de « Jacobins ». Ce sont les plus nombreux. Ils ont des opinions diverses, se rassemblant autour des souvenirs de 1793. Ils veulent doter la Commune d’un Comité de salut Public et se posent en défenseurs de la propriété privée.

« Ainsi, dans la Commune de Paris, jamais un parti ouvrier ne se retrouve à exercer le pouvoir en tant que tel. Les militants et la population sont d’accords pour mettre en place leurs propres institutions nouvelles : Comités de Vigilance des arrondissements, Comité Central de la garde Nationale, Commune, Commission exécutive de la Commune.

« Lénine et les bolcheviks ont sauté cette étape. Se trouvant le bras armé de la prise du pouvoir, ils en concluent qu’ils représentent un gouvernement légitime. La garde nationale, en 1871, a une autre attitude, qui semble plus juste. Elle en appelle à des élections démocratiques et populaires, qui doivent avoir valeur d’exemple au niveau le plus large.

Dans ce texte consacré à la démocratie, nous avons mis le doigt sur une cause de la bureaucratisation survenue en URSS advenue par le haut. Dans l’autre texte, consacré à l’histoire de l’URSS, nous abordons une cause de bureaucratisation qui advient par le bas.

Nous commençons par souligner, dans le détail, la profusion de la vie démocratique qui fleurit dès Février 1917. « Les bolcheviks, écrivions-nous, n’ont eu de cesse de soutenir tous les organismes spontanément créés par les masses en révolution : comités d’usine, comités de quartier, garde rouge. Et c’est pour cela qu’ils ont gagné la confiance populaire.

« Une statistique nous dit que sur un échantillon de mille membres des soviets de quartier, 60% sont des ouvriers, qui travaillent dans le quartier, 25% sont des soldats encasernés dans le quartier, 10% sont des militants syndicaux et 5%, enfin, sont des employés, fonctionnaires ou professions libérales diverses.

Reprenant une analyse de Marc Ferro, nous voyons comment l’on passe d’une vie démocratique tout à fait vivante à un début de bureaucratisation : “ A les suivre de près, nous dit Ferro, on observe que, pendant quelque temps, ils n’abandonnent pas complètement leur activité d’origine. Ils passent une partie de la journée à l’usine ou à la caserne, une autre au comité. Plus tard, dès qu’ils reçoivent une rémunération du comité, ils cessent d’être tout à fait des travailleurs d’usine ou des soldats ; ce sont des permanents qui s’acquittent de responsabilités, non pour un parti politique, mais pour des concitoyens ; ils leur trouvent un logement, les aident à percevoir une pension, assurent la garde des enfants, etc. Avec le temps, ils se séparent de plus en plus de leur groupe social d’origine, ne sont plus ouvriers ou soldats que de nom, et leur mode de vie diffère de celui de leurs anciens camarades d’usine ou de régiment (…). Ils constituent ainsi un groupe social nouveau”.

Pour lutter contre cette déformation bureaucratique d’en bas, nous écrivions alors : « Tant que l’on reste imprégné par les habitudes de la démocratie bourgeoise, il n’y a pas vraiment de solution. Mais si l’on se souvient de la démocratie bien plus profonde, socialement, qu’a connu Athènes, on voit une possibilité. Si la population d’un quartier a les moyens financiers, humains, organisationnels, de se doter de quelques personnes dont cela devient le nouveau métier que de s’occuper des permanences du comité de quartier, elle devrait avoir aussi bien les moyens de mettre en place un tirage au sort, pour des périodes limitées, avec des règles obligeant à une rotation de cette responsabilité, le tout avec l’idée de faire participer non pas une personne qui devient un spécialiste, mais le plus grand nombre possible de volontaires.

« Et l’objectif serait de veiller à ce que cette nouvelle pratique devienne une habitude au bout d’un temps suffisant, de manière à ce qu’elle soit finalement une seconde nature, et ne risque plus de tomber dans la forme de bureaucratisation que l’on veut justement éviter. Dans le cas de la jeune URSS, les permanents des comités de quartier vont devenir des soutiens inconditionnels du régime bolchevik. Ils en accepteront toutes les attitudes, car leur existence est liée au nouveau pouvoir. C’est donc un corps séparé de la population, mais qui provient des milieux populaires, qui se greffe ainsi à l’Etat nouveau en train de se former. C’est le cas dans les quartiers. C’est aussi le cas des anciens gardes rouges (…). Comme les anciens ouvriers des comités de quartier, ces anciens paysans sont attachés au nouvel Etat et se montrent inconditionnels du nouveau régime, y compris lorsque les bolcheviks sont seuls à assurer le pouvoir ».

\*\*\*

Voilà donc pour ce que nous avons pu avancer sur cette question. Revenons au texte de Duteuil. C’est la fin de cet article qui est à la fois le plus intéressant, et aussi le plus discutable, aujourd’hui. Car Duteuil implique y compris son propre courant dans la crise actuelle des organisations politiques. Pour lui, c’est le monde de la représentation qui est en crise : partis politiques, syndicats, sont désertés, tandis qu’ici ou là, à un moment ou un autre, apparaissent des mouvements refusant ces cadres, tels que Nuit Debout, ou tel collectif de travailleurs.

« *TOUTES (*le mot est souligné*) les organisations politiques sont en crise,* écrit-il*, les petites comme les grandes, quelle que soit leur idéologie, tout simplement parce que, comme nous l’avons dit plus haut, c’est une forme de représentation qui sert de moins en moins la gouvernance capitaliste et qu’elles ne correspondent plus, tant idéologiquement que structurellement à la manière dont une partie de la population agit et pense. Les organisations dites anticapitalistes, libertaires compris, se prennent en plus dans les dents la quasi disparition de l’idée de révolution qui est la conséquence des difficultés que les salariés eux-mêmes rencontrent pour résister aux assauts patronaux depuis quelques décennies.* »

Duteuil conclut son texte en affirmant que ce qui compte d’abord, c’est le niveau de la lutte des classes. Pour lui, ce niveau de la lutte des classes « *ne dépend que peu de l’orientation -de tel ou tel parti ou de celle d’une quelconque avant-garde autoproclamée* ». La « *capacité collective à se constituer en classe pour reprendre l’offensive contre le système d’exploitation », « cette capacité ne peut pas se construire à partir du haut. En ce sens la crise du NPA est aussi la nôtre car il s’agit pour tout le monde d’aborder avec ces données la question du rôle des regroupements révolutionnaires*».

Personnellement, je suis de cet avis que le niveau de la lutte de classe ne va pas découler de l’action d’un groupe ou d’un parti ; ce qui est par contre l’avis de LO, qui ferraille pour cela en permanence à clamer la nécessité de créer un parti révolutionnaire.

Mais je ne suis pas entièrement d’accord avec Duteuil quand il écrit que le niveau de la lutte des classes « *ne dépend que peu de l’orientation de tel ou tel parti* », ou avant-garde. Remettons-nous un instant dans la période où Marx lui-même était vivant. Ses idées étaient émises, relayées, transmises, par des militants, jour après jour, au plus profond des mondes ouvriers européens. Avec leur parole, avec des feuilles simples et accessibles.

Remettons-nous dans cette autre période qui a précédé la Commune de Paris, sous Napoléon 3. Les militants des nombreuses tendances révolutionnaires multipliaient les réunions, où ils discutaient des mille et unes questions que peut poser l’idée de changer la société, sous tous ses aspects, et ils avaient des auditeurs par milliers, par dizaines de milliers.

Remettons-nous dans les années qui ont précédé la Révolution espagnole de 1936. Jusque dans les campagnes, et peut-être plus qu’ailleurs, les militants anarchistes rendaient populaire l’idée d’une autre organisation sociale, l’idée d’un travail et d’une appropriation collective.

Je veux souligner ici que l’orientation d’un parti, des groupes existants en tout cas, peut jouer un rôle et que ce rôle est essentiel. Certes, on peut me répondre que si des milliers de gens venaient aux réunions des blanquistes ou des saint simoniens, c’est que le niveau de lutte des classes avait déjà monté. Sans doute. Mais il trouvait alors des idées, il pouvait s’en alimenter. Et sans ces aliments, il n’y aurait certainement pas eu la Commune de Paris telle qu’elle a existé.

Or, un tel travail, celui que L’Ouvrier a pu mener à l’époque où nous utilisions L’Espoir, un tel travail, y compris lorsque le niveau de la lutte des classes est bas, un tel travail est absolument indispensable ; pour mettre au point les méthodes de travail, pour apprendre le langage le plus approprié, etc. Cela ne s’improvisera pas le jour où le niveau de lutte des classes aura monté. Pire, il sera oublié, détourné et remplacé par d’autres pratiques, d’autres habitudes.

Je ne suis pas sûr que la question soit de parler de « révolution ». Ce que nous tentions de faire, depuis des années, c’est de parler d’une autre société, de l’opposer à celle qui nous enferme, de mettre en avant une réflexion globale sur tous les aspects de la vie que nous mène le capitalisme, de proposer une autre manière de vivre. Ce qu’il y a à travailler, c’est donc le contenu du changement que nous envisageons, et c’est aussi, c’est très important, car ignoré de toute l’extrême gauche- le langage qui permettra de toucher ceux que nous visons, pour les toucher au sens profond du terme.

Dans les années 1990, j’avais expliqué, dans *Une période de remise en cause*, qu’il fallait cesser d’avoir en tête la construction d’un parti destiné à prendre le pouvoir, et qu’il faudrait mettre à la place l’idée d’un parti de propagande. Nous en sommes toujours là.

Verso, le 11/02/2023